

Josette... courage

Notre camarade Josette Saint-Thaurin a finalement été submergée par la terrible maladie qui l'avait attaquée il y a quelques mois.

Nos premières pensées vont bien entendu en direction de notre camarade Denis, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille.

Que d'épreuves à supporter ces deux dernières années et pourtant quelle leçon de courage tu nous as donnée Josette. Epaulée, soutenue à tous les instants par ton mari, tu as fait face, avec une dignité rarement rencontrée en ces circonstances, à ce cancer ravageur que la médecine ne sait pas encore arrêter.

Pour tous tes ami-e-s, pour tous tes camarades, je n'ai pas peur d'affirmer que tu as été un exemple, à l'image de notre regrettée Cécile. Nous garderons en nous, pour nous, ton sourire qui nous disait en

quelque sorte «...oh, il y aura des jours meilleurs... », mais aujourd'hui, ce jour-ci est bien triste.

Annick te rendra hommage en notre nom au moment où ce journal, ton journal prendra le chemin de la Poste. Je suis persuadé que tes camarades à ce moment-là penseront à ces années de militantisme en commun, au moment des fêtes de l'Huma bien sûr, à la kermesse aux étrennes de Serquigny évidemment, mais aussi dans les luttes car tu étais avant tout une battante contre les injustices, dans cette bataille-là tu nous manqueras aussi, mais nous la continuerons.

Sincères amitiés et condoléances à toi Denis, à toute ta famille, au nom des communistes de l'Eure.

Christian Jutel



Le PCF en direct par messagerie !

Pour être informé(e)s et pouvoir réagir rapidement sur les propositions et actions du PCF dans l'Eure, nous vous proposons l'envoi de messages par internet.

Pour s'inscrire, rien de plus simple : envoyez-nous un message avec votre accord à : pcf27@wanadoo.fr

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr

infos PCF-27
en direct
par internet ?

voir p.4

REGARDS

N° 1390 du 28.10 au 10.11 - 0 € 30

SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

Au cœur des ateliers de la gauche initiés par le PCF dans l'Eure



Plus de 50 participant-e-s, un vendredi soir de début de vacances, on peut dire que le 1^{er} atelier initié par les communistes de l'agglomération ébroïcienne a été un succès. Pour cet atelier comme pour les autres, toutes les forces de gauche avaient été invitées à participer et donc à donner leur point de vue, leurs propositions sur ce sujet d'éminente actualité : les services publics.

Seuls le PS, le PG et des responsables syndicaux CGT ont répondu à cette invitation du PCF à débattre à ciel ouvert de cette question qui préoccupe les citoyens - preuve en est le succès de la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste. Chaque représentant des partis présents a fait face à ses responsabilités sur la question, a exprimé ses idées, les a confrontées aux avis acérés des participants parmi lesquels nombre de salarié-e-s et syndicalistes des services publics. Si le débat a été vif parfois, il a été vivifiant, c'est cela qu'attendent les gens et non de stériles querelles.

Faute de place ici, nous publierons les minutes de ce débat sur notre site www.27.pcf.fr avec notamment l'introduction de Jean-Michel Gaveau. Celui-ci non seulement invitait à l'action urgente pour défendre les services publics menacés, mais dans le même mouvement

appelait à faire preuve d'audace pour les rénover, voire à en créer d'autres face aux besoins exprimés sur le logement, l'eau, par exemple. La réforme des institutions qui pointe (4 projets de loi en cours) avec tous ses dangers pour les services publics locaux.

Vous l'avez compris ce texte est une invite à participer aux quatre autres ateliers programmés dans notre département, même si celui sur l'emploi à Louviers ce sera déjà tenu lorsque vous lirez ces lignes.

Un rappel donc des trois ateliers de la semaine prochaine :

Gisors : le mercredi 4 novembre à 20 h 00, salle des fêtes, sur la question de « la démocratie et du développement durable ».

Vernon : le jeudi 5 novembre à 20 h 00, salle Maubert, Espace Philippe Auguste sur la question de « la santé et la loi Bachelot ».

Brionne : le vendredi 6 novembre, à 18 h 30, salle des fêtes sur « la fiscalité et le projet de loi sur les institutions ».

Pour ce qui concerne les communistes qui ont engagé cette semaine la discussion sur l'élection régionale - notamment l'offre politique proposée par leur direction nationale ce week-end et qui les conduira à choisir par vote les 19, 20 et 21 novembre leur stratégie régionale pour cette élection - nul doute que ces ateliers seront d'un précieux apport pour prendre leurs décisions tant sur les contenus que sur la meilleure manière de les porter jusque dans l'hémicycle rouennais.

Christian JUTEL

PCF
EURE

Retrouvez toute l'actualité des communistes sur :

www.27.pcf.fr

Conseil Régional de Haute-Normandie les élus communistes réitèrent leur demande d'assises régionales de l'industrie automobile



Au nom des élus communistes, Véronique Blondel a relancé leur proposition d'octobre 2008 de tenir des assises de l'industrie automobile :

«... Si nous demandons la tenue d'assises, ce n'est pas pour « débattre pour débattre ». Ce qui est à déterminer avec des assises c'est : **« Comment la région va-t-elle soutenir l'emploi et l'industrie réellement de façon politique dans une logique de développement et non d'accompagnement une fois que le mal est fait ».**

A quoi sert, en effet, l'effort financier de la région pour aider à de nouvelles productions sur nos sites si les stratégies des constructeurs continuent à les externaliser ?

Qui oserait dire que ce ne sont pas les délocalisations de productions en sont une cause essentielle. Il faut ajouter que la crise qui résulte de ces stratégies au bénéfice des puissances d'argent a entraîné des baisses ventes.

Faut-il rappeler, à cet égard, que l'usine de Flins a perdu les modèles Twingo et Clio et que ce site se trouve également fragilisé après que des milliers d'emplois y ont été supprimés depuis une douzaine d'années.

Et les choses s'annoncent tout aussi préoccupantes pour l'usine de Cléon où il est annoncé un sureffectif de 700 personnes. Et pour cause, si la direction de Renault y annonçait, il a quelques mois l'attribution d'un nouveau moteur à fabriquer, elle y retire avant qu'il soit lancé une partie des activités actuelles.

L'usine de Sandouville a connu le même phénomène de réduction d'effectifs (12 000 en 1976 et 4000 en 2008) et a subi un traumatisme voilà un peu plus d'un an lorsque le président de Renault y annonçait 1200 suppressions d'emplois (pour tomber à 2550) aujourd'hui dans un plan de 5000 pour tout Renault. Mon propos ne consiste pas à épiloguer sur la réaction des salariés qui s'en est suivie et c'est d'ailleurs à la suite que le président de Renault annonçait l'affectation d'un véhicule utilitaire pour Sandouville.

Mais les craintes ne sont pas pour autant estompées. Et cette annonce pourrait ressembler à la montagne qui accouche d'une souris car ce ne serait que le complément d'une gamme dont Sandouville ne serait même pas l'usine pilote. Ce

qui est loin de pallier aux modèles qui lui échappent dans une usine dont le potentiel est de 1600 véhicules par jour.

Aujourd'hui des questionnements sont légitimes par rapport à la stratégie de Renault :

Quelles activités, quelles productions, pour Sandouville comme pour Cléon ?

L'alliance Renault Nissan est-elle encore une alliance où chacun profiterait des synergies comme le clame pourtant Carlos Ghosn ? N'est-ce pas plutôt un groupe unique multinational qui est en train de se constituer pour pouvoir fabriquer et dispatcher à tous les coins de la planète mais qui viderait de sa substance tout ce qui constitue la base nationale. Ce qui est sûr, c'est que nous avons de bonnes raisons de craindre de voir le site de Sandouville dépossédé des modèles haut de gamme...

A quoi doivent servir les fonds injectés par l'Etat ? Pérenniser l'industrie automobile, innover notamment en travaillant sur des modèles à technologie moins polluante ou à permettre aux constructeurs de continuer à augmenter les dividendes des actionnaires ?

Ces stratégies fondées sur des critères de financiarisation ont conduit à un fléchissement important du marché, ont généré la crise et perdurent. A part quelques engagements de ne pas fermer de sites, un utilitaire à Sandouville, un moteur à Cléon mais dans les conditions que nous connaissons maintenant, ces stratégies n'ont toujours pas été inversées suite à l'arrivée de la crise. Et le président de la République n'a pas conditionné l'aide de 3 milliards de l'Etat à des objectifs de préservation.

En effet, quelle validité peuvent avoir ces annonces dans ces conditions et si les plans de suppressions d'effectifs continuent de se succéder ?

C'est vrai, ces stratégies sont sous tendues par des politiques. Mais, je le disais plus haut, il ne s'agit pas seulement de désigner le coupable. Nous pensons que nous devons susciter des événements, prendre des initiatives qui participent à la préservation de l'industrie automobile dans notre Région avec les salariés. Les assises en font partie.

Les salariés en appellent à notre responsabilité, sachons la prendre. »

Réforme des Collectivités territoriales : défendre la démocratie et les services publics

Parmi les nombreux fronts ouverts par la droite et Sarkozy il y en a un qui touche directement à la démocratie, c'est celui de la réforme des collectivités territoriales.

La réforme souhaitée par la droite ôtera tout pouvoir aux communes et aux départements, politiquement et financièrement supprimant ainsi des contre-pouvoirs locaux, issus de la Révolution de 1789. C'est aussi une intégration des structures de l'Etat français dans la compétition économique du capitalisme mondialisé qui vise à faire émerger de grandes régions concurrentes entre elles, mettant aussi les travailleurs en concurrence et abandonnant les régions les plus fragiles.

Depuis des mois, les conseillers généraux communistes exigeaient une riposte politique à la hauteur des enjeux. C'est enfin chose faite lors de la session plénière du Conseil général de l'Eure, mercredi 21 octobre.

Toute la matinée aura été consacrée à la présentation de cette réforme des collectivités territoriales et à son corollaire, la suppression de la Taxe Professionnelle, première source de financement des communes, départements et régions.

Si les élus socialistes ont fait montre de cohésion face à cette réforme (enfin !), les élus de droite semblent moins unis avec des critiques venant de certains d'entre eux. S'agit-il d'inquiétudes quant à leur avenir politique ou de réelles interrogations sur la finalité de cette réforme ?

Il n'en a pas été de même pour les deux conseillers généraux de droite ayant des fonctions nationales : Marc Vampa, député, conseiller général de Beaumesnil, et Ladislas Poniatowski, sénateur, et conseiller général de Quillebeuf. Ce dernier a essayé de démontrer une indépendance d'esprit vis-à-vis du gouvernement avant de conclure qu'il était tenu, en tant qu'élus de la majorité, de soutenir le gouvernement. Un bon petit soldat.

Les quatre conseillers généraux communistes étaient présents et ont fait entendre leur voix.

Marcel Larmanou a lu une déclaration pour le groupe dénonçant *"une offensive sans précédent contre la démocratie"* et *"les objectifs du gouvernement (...) : reprendre en main et mettre au pas toutes les collectivités territoriales"* et appelant les autres élus à *"ensemble, (engager) le combat contre ces projets liberticides"*.

Gaëtan Levitre est revenu sur la suppression de la Taxe Professionnelle, *"un cadeau supplémentaire fait au patronat"* et *"une réduction sensible des services publics portés par les collectivités"*. Gaëtan a opposé à cette suppression de la Taxe Professionnelle la proposition communiste d'intégrer dans cette taxe les actifs immatériels et les actifs financiers des entreprises (en clair, taxer le capital et pas seulement les investissements) à *"un taux plus que modeste de 0,5 %"* qui rapporterait déjà *"entre 15 et 18 milliards d'euros"* aux collectivités territoriales soit de 175 à 300 € par habitant !

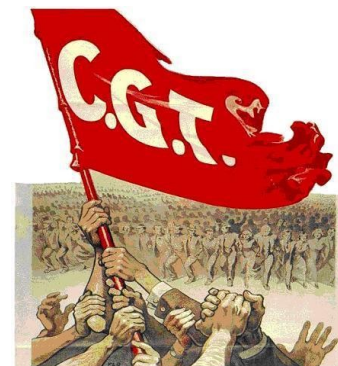
En fin de séance, Marcel Larmanou a fait voter un vœu (abstention des élus de droite) pour exiger *"le maintien du statut des personnels territoriaux"*. Acte dans la logique de notre combat en faveur de la défense des collectivités locales car comment garder un service public territorial avec une gestion de droit privé des personnels territoriaux ?

Cette séance a ouvert la voix à un rassemblement national des conseillers généraux contre cette réforme à Paris le 17 novembre. Une bonne initiative malheureusement encore trop timide.

Les élus communistes de l'Eure continuent leur travail de mobilisation comme lors du Forum des Elus lancé par Hervé Maurey, vendredi 23 octobre, avec une distribution de tract à destination des élus locaux.

Les élections régionales seront aussi l'occasion d'informer plus largement la population des conséquences tragiques qu'aurait cette réforme sur les services publics territoriaux et la démocratie locale. Le combat ne fait que commencer.

« Haute-Normandie pages d'histoire sociale – Témoignages de



Voilà un bouquin à mettre entre toutes les mains. 42 militant-e-s de la CGT y livrent leurs expériences syndicales sur une bonne cinquantaine d'années, au cours desquelles ces vies militantes tournées vers un unique but : telle qu'elle s'est déroulée dans notre région, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Auteurs et acteurs de cette histoire

sociale parfois rude, face un patronat et des pouvoirs publics déterminés à les faire plier, elles et ils témoignent avec beaucoup de simplicité comment leur engagement personnel a transformé leur vie et aussi celle des autres... Un humanisme profond, sincère, porteur d'espoir transpire à chaque ligne de ces vies militantes tournées vers un unique but : construire un monde plus juste où chacune, chacun est respecté pour ce qu'il est.

Un ouvrage finalement tourné vers l'avenir, disponible à l'UD-CGT au prix de 25 euros.